

États-Unis, le ministre peut-il indiquer à la Chambre si des mesures ont été prises en collaboration avec les ministères provinciaux de la santé en vue d'un programme semblable à celui que se propose d'adopter l'université de Miami et qui permettra à ses titulaires de doctorat exceptionnels de devenir médecins autorisés en deux ans plutôt que quatre?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord avec l'hypothèse sur laquelle le député fonde sa question. Je suis sûr qu'il conviendra que pour ce qui est du nombre de patients par médecin, la situation du Canada est l'une des meilleures au monde. En ce qui a trait aux moyens que nous pouvons prendre de concert avec les provinces pour augmenter le nombre de médecins et d'aides médicaux au Canada, nous étudions déjà depuis un certain temps certaines possibilités dont la réduction du nombre d'années d'études.

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il nous donner les chiffres, car son assertion est absolument inexacte?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je rapelle en toute déférence au député que cette question devrait plutôt être inscrite au *Feuilleton*. Le député demande au ministre de faire une déclaration concernant la statistique, question qui ne me semble pas opportune.

M. Rynard: Dix heures, monsieur l'Orateur.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA REFONTE DU RÉGIME—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX—LA QUESTION DU PLAFOND

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'ai aussi une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre serait-il en mesure de nous dire si un régime révisé de sécurité du revenu familial a été soumis aux provinces et, dans ce cas, a-t-il l'intention de le soumettre au Parlement?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, on envisage diverses révisions; mais, comme je l'ai indiqué en répondant à l'interlocuteur précédent, ces révisions ont été discutées avec les autorités provinciales mais sans conclusions. Je compte reprendre mes pourparlers avec les provinces au cours de l'été.

M. Marshall: Monsieur l'Orateur, le ministre serait-il disposé à nous dire si le gouvernement a décidé de lever le plafond de \$10,000 en ce qui a trait au régime projeté de sécurité du revenu familial.

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, dans la réponse que j'ai donnée au député qui, il y a un mois ou deux, me posait une question similaire, j'ai précisé que le gouvernement examinait la question de ce plafond arbitraire de \$10,000, car nous sommes convaincus qu'il en résulterait certaines injustices et il y a lieu de s'attendre à un changement sous ce rapport.

LES TRANSPORTS

L'AMÉNAGEMENT D'UN PARC NATIONAL DANS LE BASSIN DE LA RIVIÈRE TRENT

L'hon. Georges Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a déjà pris des dispositions pour que le réseau du canal Trent relève dorénavant du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, sinon, s'apprête-t-il à prendre bientôt ces dispositions afin que cette belle région soit convertie en un parc national et cela, dans un avenir rapproché?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Non et oui, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, le ministre assurait-il à la Chambre...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Le député de Saskatoon-Biggar.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ADHÉSION DE LA GRANDE-BRETAGNE AU MARCHÉ COMMUN ET LES EXPORTATIONS DE BLÉ CANADIEN

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Étant donné que le gouvernement britannique a convenu avec les pays du Marché commun européen qu'un contingent de produits laitiers de Nouvelle-Zélande aura accès à ce marché, le ministre pourrait-il informer la Chambre si des négociations sont en cours ou ont été engagées de façon suivie afin d'assurer la commercialisation d'une même quantité de blé canadien?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, de nos discussions avec le Royaume-Uni au sujet des négociations qu'il menait à cet égard, il est apparu clairement que ce pays ne voulait que très peu s'engager en ce qui concerne l'accès des pays tiers. Le ministre du Commerce et de l'Industrie a déjà parlé, mais aucun engagement n'a été pris quant au contingentement de blé.

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, j'ai demandé en fait au ministre, et j'espère qu'il pourra nous répondre, si des instances ont été faites ou si des négociations sont en cours à ce propos avec le gouvernement du Royaume-Uni.

L'hon. M. Lang: Dans les rapports d'usage qui nous entretenons avec ce pays, nous sommes en contact permanent à ce sujet.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. A la suite de la victoire écrasante remportée hier soir par la formidable équipe de